



Déclaration liminaire CTSD du jeudi 27 juin 2019

"Monsieur le Directeur académique, Mesdames, Messieurs,

Avant d'entrer dans l'ordre du jour de ce CTSD, nous voudrions attirer l'attention des membres de ce comité technique sur 2 problématiques qui touchent notre département :

Ce ne sont pas à proprement parler des nouveautés puisque nous vous en reparlons depuis plusieurs années. Il s'agit de :

1. La situation des personnels PsyEN dans le Gard qui s'est accentuée de manière inquiétante.
2. Le manque de places en SEGPA sur le secteur de Nîmes.

Sur le 1er point, les PsyEN, nous savons bien que c'est au niveau académique que se trouve en partie la solution mais dans le contexte présent, il reste de votre compétence monsieur le directeur académique de trouver des solutions pour compenser, par exemple, la vacance de 3 postes de PsyEN EDA à la rentrée prochaine dans le Gard.

D'autant plus que sur 37 secteurs, neuf PsyEN ne travailleront pas à temps plein. Que ce soit pour élever un enfant de moins de trois ans, une disponibilité, un congé parental de droit, un temps partiel thérapeutique, un congé de formation, un congé de longue maladie, une décharge syndicale, ou d'un départ en retraite en janvier. Aucune de ces situations n'est contestable.

Nous ne saurions continuer de demander à celles et ceux qui sont à 100% d'en faire 120 ni à celles qui sont à temps partiel d'accomplir 100% de leur mission pour 80% de leur salaire. D'autant que nous savons que certains, se déplacent depuis janvier à leurs propres frais.

A quelques jours de la fin de l'année scolaire, la situation est urgente car en plus des 3 postes vacants, si aucune solution n'est immédiatement envisagée, cela équivaldra à environ 1/3 des secteurs qui ne seront pas couverts à 100%, alors même que les demandes ne cessent de s'accroître comme en témoigne le nombre conséquent de dossiers MDPH.

Dans le même temps, les structures médico-sociales, le CHU, les professionnels en libéral se "déchargent" sur les PsyEN censés établir des bilans psychologiques. J'ajoute que les secteurs gardois couvrent en moyenne 2000 élèves, tandis que la moyenne européenne est de 800 élèves.

En l'état, la situation est déjà intenable, les collègues sont à bout de souffle, épuisés.

Dans de telles conditions, les collègues ne pourront tout simplement pas assumer une charge de travail supplémentaire, au risque de se trouver eux-mêmes davantage fragilisés physiquement et psychologiquement.

Notre deuxième point n'est pas moins inquiétant puisqu'il concerne les places en SEGPA.

Nous voulons vous alerter sur le fait qu'à ce stade de l'année scolaire, les MDPH ont depuis longtemps prononcé des notifications. Des CDO ont décidé d'orienter des élèves vers cette voie professionnelle. Les directrices et directeurs avec les enseignants des écoles, ont fait un travail auprès des familles pour leur expliquer tous les bienfaits de cette voie et les dossiers d'inscription ont été élaborés dans le cadre d'Affelnet.

Sur Nîmes, nous avons fait le point sur le secteur des écoles de Vaillant, Courbet, Marcelin, Lakanal, Wallon et Langevin. Sur 52 demandes d'inscription, 20 élèves seulement auront une place en SEGPA. Alors, que peut-on répondre aux 32 autres familles qui ont été accompagnées vers cette voie lorsqu'ils vont apprendre que ce sera finalement la 6<sup>ème</sup> ordinaire ?

Pour ces équipes, l'exaspération est grande voire la colère et nous venons ici vous en témoigner.

Il en va de la crédibilité de notre institution. Nous avons déjà pointé l'an dernier le même problème pour la continuité pédagogique de l'ULIS école vers une ULIS collège.

A quelques jours de la fin de l'année scolaire, nous vous demandons quelles solutions peuvent être envisagées pour ces familles et pour ces équipes.

Je vous remercie de votre attention."